

## La crise et le rôle du Brésil



Par Wladimir Pomar

Source : *Correio da Cidadania* – 24 novembre 2008 –  
<http://www.correiodacidade.com.br/content/view/2618/46/>

Traduction : Caroline Sordia pour *Autres Brésils*

---

*La panique est le paradis des spéculateurs, principalement en temps de crise. Par conséquent, les précautions prises par le gouvernement Lula dans le traitement de la crise actuelle, de façon à éviter toute panique, ne constituent pas un enjeu secondaire. Elles sont essentielles pour que les mesures contre la crise puissent être effectives.*

D'un autre côté, les mesures nécessaires pour créer une plus grande protection du peuple brésilien face aux dégâts de la crise actuelle sont liées à des encouragements en termes de crédits et de fiscalité, tant aux micro-, petits et moyens entrepreneurs urbains et aux petits et moyens agriculteurs qu'aux entreprises urbaines et rurales de plus grande envergure. Il est illusoire de penser que la faillite – ou la baisse de productivité – des entreprises capitalistes brésiliennes ne fera pas de mal à l'ensemble de la population.

L'idéal serait d'avoir une mobilisation sociale qui permette au Brésil de mettre la crise à profit pour entrer dans un projet de développement socialiste qui comprenne la transformation sociale de la propriété d'une partie considérable de l'économie nationale. Mais cette mobilisation n'existe pas à l'heure actuelle, et supposer que le gouvernement fédéral a la force d'implanter quelque chose de cet ordre n'est qu'un songe d'une nuit d'été.



En-dehors d'une perspective socialiste, tout autre projet de développement national a un caractère bourgeois, ou capitaliste, même libéré des politiques néolibérales en vigueur sous les gouvernements Collor et Fernando Henrique Cardoso. Augmenter les réserves internationales en euros, régler les investissements à court terme et implanter d'autres programmes d'investissements, en plus de ceux prévus dans le PAC [NdT : Programme d'Accélération de la Croissance], toutes sont des mesures de nature capitaliste, quels que soient les efforts de certains pour doré la pilule.

Le financement des petits agriculteurs et l'accession aux terres de milliers de travailleurs sans terre, dans l'objectif de doubler ou tripler la production d'aliments au cours des trois prochaines années, ainsi que les investissements dans les infrastructures urbaines et industrielles, font partie d'un programme de développement conforme au cadre capitaliste. L'avantage de ces mesures est qu'elles peuvent avoir la faculté de recréer la force social des travailleurs salariés, urbains et ruraux, ce qui n'est pas rien pour l'avenir.

Dans ces circonstances, les mesures contre la crise exigées de la part du gouvernement Lula doivent se concentrer sur les points clefs de maintien de la croissance de l'économie brésilienne. À savoir, contrôler les capitaux à court terme, dont la fuite menace de liquider les réserves en monnaies étrangères ; éviter la panique, en conservant la liquidité du système financier national ; accroître le pouvoir d'achat du marché national, de manière à compenser les pertes du marché extérieur ; intensifier la production d'aliments, avec la redistribution rapide de terres aux centaines de milliers de travailleurs sans terre, afin d'éviter l'inflation et d'améliorer le pouvoir d'achat de couches importantes de la population ; enfin, éviter la faillite des entreprises industrielles et agricoles, dont les principaux marchés se trouvent à l'étranger, pour empêcher l'augmentation du chômage et la contraction du marché intérieur.

Si le gouvernement brésilien parvient à réaliser les mesures susdites de façon efficace, il se montrera à la hauteur du rôle que le peuple brésilien et ceux des autres pays attendent de lui dans la crise actuelle. Ce n'est pas un hasard si le protocole choisi par Bush lors de la récente réunion du G20 a consisté à asseoir les présidents du Brésil et de la Chine de chaque côté du président des États-Unis.

***Wladimir Pomar est analyste politique et écrivain.***